



AVAS et SICTAME vous informent

Un même combat et un même objectif : Une entreprise au service de l'homme

Ce mois-ci, élisez vos représentants au Conseil de surveillance TOTAL Actionnariat France

Voter AVAS-SICTAME, c'est défendre la démocratie sociale et vos intérêts

Si vous détenez des actions Total dans le fonds Total Actionnariat France, vous êtes destinataire du matériel de vote (*expédié ce 13 octobre*) qui vous permet de **choisir une des listes de candidats**, parmi les 7 soumises à vos suffrages, et d'élire ainsi vos représentants au Conseil de surveillance : 14 titulaires et autant de suppléants.

Ce conseil a pour rôle de surveiller la gestion du fonds assurée par Axa et d'exercer les droits de vote attachés aux actions. Il peut aussi présenter des résolutions aux AG d'actionnaires.

Cette élection survient alors que le parlement débat d'un important **projet de loi** « pour le **développement** de la **participation** et de l'**actionnariat salarié** ». Adopté ce 11 octobre, en première lecture, par l'Assemblée Nationale, ce projet va être examiné par le Sénat. Il vise à améliorer la participation dans ses 3 composantes essentielles :

- la participation aux résultats de l'entreprise (*avec ses volets intéressement et participation*) ;
- la participation au capital de l'entreprise (*actionnariat salarié*) ;
- la participation aux instances de direction et de contrôle de l'entreprise (*conseil d'administration notamment*).

Dans sa version actuelle, ce projet de loi contient des dispositions toujours en retrait par rapport à la loi du 3 décembre 1988. A l'origine, le Conseil d'un fonds d'actionnariat salarié était uniquement formé de représentants des actionnaires salariés et ces derniers pouvaient exercer individuellement le droit de vote attaché aux actions. Espérons que la suite du débat parlementaire permettra de restaurer la démocratie actionnariale d'origine.

Quels enjeux ?

L'épargne des salariés et anciens salariés, placée en actions de l'entreprise, représente des sommes considérables. C'est ainsi que votre seul FCPE Actionnariat France détient 3% du capital de Total et représente plus de 5% en droits de vote et de 12% en AG des actionnaires, compte tenu du taux de présence des actionnaires.

C'est dire **l'enjeu que représente l'actionnariat salarié et le poids de son vote**. Bien conçu, l'actionnariat salarié :

- est un moyen de mieux associer les salariés à la marche et aux résultats de l'entreprise ;
- peut constituer un actionnariat stable et significatif qui renforce l'entreprise.

Cependant, **beaucoup de dirigeants utilisent l'épargne de leurs salariés pour se doter à bon compte d'un outil d'autocontrôle du capital de leur entreprise, en détournant plus ou moins à leur profit le vote des salariés actionnaires**. Total n'échappe pas à ce travers¹. C'est ainsi que :

- les actionnaires salariés de Total sont privés de leur droit de vote individuel, c'est le Conseil de surveillance qui exerce collectivement les droits de vote. Pourtant d'autres pratiques sont possibles : les anciens salariés actionnaires d'Elf le savent et Daniel Bouton (Président de la Société Générale et administrateur de Total) l'affirme : « *la démocratie actionnariale doit reposer sur le fait qu'une action donne droit à un suffrage. Tout salarié actionnaire a le droit de ne pas déléguer son droit de vote aux fonds salariaux investis en actions Société Générale. D'ailleurs, lors de cette assemblée, 30% des salariés ont exercé directement leur droit de vote.* »
- le seul droit des actionnaires salariés de Total est d'élire leurs représentants au Conseil de surveillance mais, pour contrôler ce Conseil, Total désigne, à côté des 14 membres qu'ils ont élus, 7 de ses représentants qui participent aux votes liés aux actions, infléchissant ainsi ou dénaturant parfois les votes du Conseil.
- si un Syndicat 'représentatif au niveau national' n'obtient pas d'élus, on lui en attribue quand même un (*c'est le 'forçage'*) ; la Direction s'octroyant alors un siège supplémentaire. C'est ainsi que le Conseil sortant comprend 23 membres au lieu de 21 : 14 membres élus en 2003 + UN par forçage et 7 + UN = 8 pour la Direction.
- l'administrateur représentant l'actionnariat salarié dépend largement du choix de la Direction².

(la suite en page 4)

¹ Voir le bulletin AVAS-SICTAME : « *Conseils de surveillance : Bidouillage et compagnie ...* » de mars 2004

² Voir, dans ce même bulletin, l'article : « *Un Administrateur représentant l'Actionnariat Salarié choisi par la ... Direction !* »

L'évolution du Groupe en quelques chiffres

Nous avons actualisé le **tableau de bord** qui nous permet, en quelques éléments clés, de suivre l'évolution du Groupe Total depuis qu'il a absorbé PetroFina et Elf Aquitaine. A partir de 2005, ce suivi est aux normes IFRS.

| | TotalFinaElf | | | TOTAL | | |
|--|--------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------------|
| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
| Eléments Financiers | | | | | | IFRS |
| Chiffre d'affaires annuel (G€) | 115 | 105 | 103 | 105 | 123 | 143 |
| - dont part pétrole (en %) | 82 | 81 | 81 | 83 | 84 | 84 |
| - dont part chimie (en %) | 18 | 19 | 19 | 17 | 16 | 16 |
| - dont part Europe (en %) | 54 | 56 | 55 | 55 | 53* | 64* |
| Résultat opérationnel ajusté (G€) | 15 | 13 | 11 | 13 | 17 | 24 |
| Résultat net | 8 | 8 | 6 | 7 | 10 | 12 |
| <u>Investissements nets (G€)</u> | 5 | 4 | 7 | 6 | 7 | 10 |
| <u>Retour à l'actionnaire</u> (hors minoritaire) | 3,6 | 7,9 | 5,5 | 6,6 | 7,9 | 6,7 |
| - dont dividendes (G€) | 1,6 | 2,3 | 2,5 | 2,6 | 4,3 | 3,5 |
| - dont rachat d'actions (G€) | 2 | 5,6 | 3 | 4 | 3,6 | 3,2 |
| <u>Frais de personnel (G€)</u> | 6,5 | 6,5 | 6,4 | 6,2 | 6,1 | 6,6 |
| Nombre d'actions (millions) | 740 | 706 | 687 | 649 | 635 | 615 |
| Capitalisation (G€) | 117 | 113 | 94 | 96 | 103 | 130 |
| Eléments Opérationnels | | | | | | |
| <u>Amont</u> | | | | | | |
| Réserves d'hydrocarbures (Mtep) | 1 470 | 1 500 | 1 530 | 1 560 | 1 495 | 1480 |
| - dont part gaz (en %) | 35 | 37 | 35 | 36 | 37 | 36 |
| Production hydrocarbures (Mtep/an) | 106 | 110 | 121 | 127 | 129 | 124 |
| - dont production de brut (Mt/an) | 73 | 73 | 79 | 83 | 85 | 81 |
| Principale zone de production | Mer du Nord | Mer du Nord | Mer du Nord | Mer du Nord | Mer du Nord | Mer du Nord |
| <u>Aval</u> | | | | | | |
| Capacité de raffinage (Mt/an) | 128 | 129 | 133 | 135 | 135 | 135 |
| - dont part Europe (en %) | 88 | 89 | 88 | 88 | 87 | 85 |
| Quantité raffinée (Mt/an) | 121 | 123 | 117 | 124 | 125 | 118 |
| Nombre de stations-service | 17 700 | 16 900 | 16 700 | 15 800 | 16 900 | 17 000 |
| Vente de produits (Mt/an) | 185 | 172 | 169 | 183 | 189 | 194 |
| - dont part Europe (en %) | 79 | 80 | 77 | 75 | 71 | 70 |
| <u>Autres éléments</u> | | | | | | |
| Nombre de pays d'implantation | 120 | 120 | 120 | 130 | 130 | 133 |
| Effectifs | 123 300 | 122 000 | 121 500 | 110 800 | 111 400 | 112 900 |

* La part Europe, dans le Chiffre d'affaires, est de 64% pour 2005. En 2004, elle était de 53% dans les chiffres publiés l'an passé ; mais dans ceux relatifs à 2004 publiés cette année elle est devenue 65%. Quelle que soit l'explication de cette différence, Total reste encore très européen !

Ce tableau est riche d'enseignements. Nous en soulignerons quelques-uns :

Depuis ses 2 OPE de 1999, le Groupe Total connaît, comme tous les pétroliers, une **conjoncture économique** particulièrement **favorable qui s'est encore singulièrement améliorée en 2005 puis 2006**, avec notamment :

- la poursuite de l'envolée du prix du baril, avec un cours moyen du baril de 54 \$ en 2005 (contre 38 \$ en 2004) ;
- une nouvelle envolée des marges de raffinage : en moyenne, 42 \$ la tonne en 2005 (contre 33 \$ en 2004).

Cette conjoncture, encore améliorée, a fortement contribué à l'obtention des nouveaux **records historiques en 2004**, en termes de **chiffre d'affaires**, de **RESOP** ou de **résultat net**. Chaque mois, Total dégage désormais 1 milliard de résultat net, alors qu'il fallait 1 an au Total d'avant la fusion pour obtenir un tel résultat net.

Pour l'année en cours (2006), le baril, après s'être envolé au delà des 70 \$, a amorcé une décrue depuis l'été mais reste cependant voisin des 60 \$. Quant aux marges de raffinage, elles se sont assagies et revenues au niveau, déjà élevé, de 2004. C'est pourquoi, sur la base de résultats financiers semestriels 2006 déjà en progrès par rapport à ceux de 2005, **on peut s'attendre à de nouveaux records historiques pour le RESOP et le résultat net en 2006**.

Portée par cette excellente conjoncture, **la capitalisation du groupe a fini par retrouver**, fin 2005, son plus haut historique de septembre 2000 à **140 G€** pour ensuite **décrocher** et se placer **sous les 130 G€**

On peut estimer que **le groupe vaudrait bien plus, s'il n'avait pas dépensé près de 25 G€ en rachat** de ses actions depuis 2000. Une politique plus ambitieuse d'investissements, couplée à l'accroissement du dividende plutôt qu'au rachat d'actions, valorise mieux le groupe sur le long terme, mais valorise moins sûrement les options d'actions ; ceci explique peut-être cela. Depuis 2004, **le retour à l'actionnaire dépasse les frais de personnel**.

Les excellents résultats financiers de 2005 ont été obtenus malgré une **baisse des productions d'hydrocarbures**. Alors que Total annonce, depuis plusieurs années, un taux de croissance des productions de 4% l'an ; c'est à une baisse de 4% que l'on assiste en 2005 et cette baisse s'est poursuivie en 2006, atteignant même 8,6% au 2^{ème} trimestre 2006 ! Certes, les raisons ne manquent pas pour expliquer ce recul : aléas climatiques ou socio-économiques dans certains pays, retards dans les mises en production ou arrêts de maintenance, effet prix dû aux contrats de partage de production ou de 'buy back'.

Nous avons déjà indiqué que l'augmentation des productions ne pouvait se prolonger sans un important effort de renouvellement et d'accroissement des réserves, soit par croissance interne, soit par acquisitions. L'orientation présente et les résultats obtenus (exploration, projets et développements), avec des investissements en forte croissance, semblent de nature à redresser la situation. **Sauf incident majeur, le groupe devrait renouer avec la croissance de ses productions** (+ 7% pour 2007 et + 4% moyen jusqu'en 2010) pour approcher les 150 Mtep/an en 2010 et les dépasser au delà de 2010. Sur la base des éléments connus à ce jour, on peut raisonnablement en accepter l'augure.

En 2005, la Mer du Nord reste la zone la plus productrice du groupe, mais se trouve à présent talonnée par l'Afrique, où le Nigeria représente désormais 10% des productions du groupe. A noter une montée en puissance de l'Amérique du Sud et notamment du Vénézuéla.

Les réserves à fin 2005 sont en très légère baisse, mais cela est **dû à l'effet prix**, les réserves ont été calculées sur un prix de fin d'année du brut de 58,2 \$/baril (règle de la SEC). La baisse de production, plus forte que celle des réserves, fait mécaniquement remonter la durée de vie des réserves prouvées à 11,9 années (contre 11,6 en 2004, mais 14 ans en 2000). **Les bons résultats de l'exploration et les acquisitions récentes sont de nature à assurer le renouvellement des réserves et satisfaire ainsi l'objectif de croissance des productions**. Encore faut-il que ces perspectives ne soient pas compromises par l'instabilité croissante observée dans le domaine politique ou dans celui des conditions économiques et contractuelles proposées ou 'imposées' aux compagnies pétrolières.

Les effectifs sont en légère augmentation (avant spin off d'Arkema). L'an 2005 a été marqué par plusieurs conflits sociaux, notamment dans le raffinage, qui illustrent bien les marges de progrès dont dispose le dialogue social chez Total. Formons le souhait qu'apparaissent rapidement des perspectives améliorées pour ce qui est du contrat social du personnel, du dialogue social élargi à tous les partenaires, et des relations avec les actionnaires salariés.

| | | | |
|---|-----------|--------------------------------|------------------------------|
| Pour recevoir l'AVASCOPE, les Cahiers du SICTAME ou les Bulletins AVAS-SICTAME, | | | |
| Téléphonez-nous : AVAS (01 41 35 92 21 ou 01 41 35 92 75) - SICTAME (01 47 44 80 19 ou 05 59 83 64 83) - ou Contactez-nous : | | | |
| AVAS : Bureau 131, Galilée, 41 Espl. Ch. de Gaulle 92907 Paris La Défense - SICTAME : Bureau 4E41, Coupole, 92078 Paris La Défense | | | |
| ----- | | | |
| NOM et Prénom : | Société : | Lieu de travail (ou adresse) : | |
| Souhaite recevoir gracieusement : | AVASCOPE | et/ou Cahiers du SICTAME | et/ou Bulletins AVAS-SICTAME |

Nos Objectifs :

1) **Obtenir une véritable démocratie sociale et rendre aux actionnaires salariés leurs droits d'actionnaires :** «L'actionnaire ne doit pas être de second rang, quand il est salarié»³. C'est pourquoi, alors que la participation et l'actionnariat salarié font l'objet d'un nouveau projet de loi, AVAS et SICTAME se sont joints à la FAS (Fédération Française des Associations d'Actionnaires Salariés et Anciens Salariés) et à d'autres signataires pour proposer des amendements et appeler à la fin d'une exception à la démocratie actionnariale en obtenant que :

- tout actionnaire salarié, qui le demande, puisse disposer de son droit de vote et accéder à l'AG des actionnaires;
- le Conseil de surveillance exerce les droits de vote non exercés individuellement ;
- au sein de ce Conseil, ne participent aux votes que les seuls membres élus par les salariés actionnaires.

2) **Développer l'actionnariat salarié** et «favoriser l'accès au capital de l'entreprise ... pour tous et de façon équitable»⁴. AVAS et SICTAME ont demandé à Total d'étendre la distribution d'actions gratuites à tous, en attribuant à chacun l'équivalent en actions de 25% de sa rémunération brute annuelle. Ceci permettrait « d'amorcer la pompe » des souscriptions d'actions, notamment pour ceux qui n'ont pas de capacité d'épargne. Il convient d'élargir les possibilités d'abondement et de rechercher des systèmes de financement attractifs et sans risque.

3) **Promouvoir la bonne gouvernance et améliorer la valorisation de l'entreprise.** Pour cela, il convient que :

- l'excellence économique s'accompagne de l'excellence sociale et d'un partage équitable entre les acteurs ;
- la valorisation à long terme de l'entreprise l'emporte sur les considérations de court ou moyen terme⁵ ;
- les pratiques de l'entreprise soient en cohérence avec les discours affichés.

4) **Améliorer l'information des actionnaires salariés** sur leur épargne, leurs droits, la fiscalité, la transmission de patrimoine, etc. ... **et leur permettre d'élire leur(s) représentant(s) au Conseil d'administration** de la société.

En 2003, vous avez placé AVAS-SICTAME en 2^{ème} position, en voix, avec 3 sièges sur les 14 à pourvoir.

Il ne tient qu'à vous de renforcer notre pouvoir d'influence et notre action au service de vos intérêts d'**actionnaires** et de **salariés** (ou anciens salariés) et nous aider à obtenir le respect qui vous est dû à ce double titre.

AVAS-SICTAME est la seule liste à diffuser une information régulière sur son action et son analyse de l'entreprise, via ses publications: 'AVASCOPE' et 'Les Cahiers du SICTAME' ou ses bulletins: 'AVAS et SICTAME vous informent'. **Retrouvez toutes ces informations sur les sites : www.esop-avas.org et www.sictame-unsatotal.org**

AVAS-SICTAME est la seule liste à intervenir régulièrement en AG des actionnaires de Total. Ses analyses, ses questions écrites ou orales et celles de ses représentants sont très pertinentes. Depuis 3 ans, le SICTAME, via le CCE de Total dont il assume le Secrétariat, utilise les possibilités de la loi NRE (Nouvelles Régulations Économiques) et a même pu faire présenter, cette année, une résolution qui a recueilli 37% des voix en AG !

AVAS-SICTAME est la seule liste à vous offrir une alliance de compétences et l'appui d'un double réseau :

- l'**AVAS**, 1^{ère} association d'actionnaires salariés créée en France il y a 20 ans et présente dans la plupart des filiales et pays où opère Total, **est de tous les combats pour promouvoir et défendre l'actionnariat salarié.**
- le **SICTAME**, créé en 1977, est l'héritier des 1^{ers} syndicats de Cadres et Techniciens de l'EP en France.

En 2004, il a rejoint l'**UNSA** (Union Nationale des Syndicats Autonomes). Son **audience dans le Groupe va croissant** : 1^{er} chez Total SA, dans l'Amont et l'encadrement, il a aussi des élus dans l'Aval et à la MIP.

Pour que progresse la démocratie sociale dans l'entreprise, pour être respectés,

Ce mois-ci, dès réception du matériel de vote, VOTEZ !

VOTEZ la liste AVAS - SICTAME :

| | | | | | |
|----|-----------------------------|--------------|----|--------------------------|----------------------|
| 1 | BUTORI Bernard | Elf EP | 15 | BAUCOU Robert | Total SA |
| 2 | POGNOT Agnès | Total France | 16 | BAROIS Nicole | Total Petrochemicals |
| 3 | HENRI Bruno | Total SA | 17 | STIVAL Daniel | Total France |
| 4 | CLERGEAT Benoît | Elf EP | 18 | CASSIER Christian | Elf EP |
| 5 | RODGOLD Renaud | Total France | 19 | GOURAUD Olivier | Total SA |
| 6 | PETER Catherine | Total SA | 20 | LAFITTE Ginette | Total France |
| 7 | VILLAUMIE Jérôme | Total France | 21 | SOUDRON Isabelle | Elf EP |
| 8 | COUSSON Philippe | Elf EP | 22 | LABORDE François | TEPF |
| 9 | SPITERI Noëlle | Total France | 23 | SERAISSOL Bernard | Elf EP |
| 10 | BRAGUIER Frédérique | TIGF | 24 | GRILLET Nicole | Totalgaz |
| 11 | JACQUEMIN Marc | Elf EP | 25 | DEJARDIN Eugène | Total SA |
| 12 | BOTHOREL Pascale | Total SA | 26 | TIBI Céline | Elf EP |
| 13 | ESPERNE Jean-Michel | Total SA | 27 | GASCARD Alain | Total France |
| 14 | JOUANNOT Jean-Pierre | TEPF | 28 | VAQUIE Jean | Total SA |

³ Voir l'article, du même titre, développé dans le bulletin AVAS-SICTAME de septembre 2003

⁴ Voir le bulletin AVAS-SICTAME portant ce même titre, de novembre 2005

⁵ Voir les bulletins AVAS-SICTAME de novembre 2004 : « 10 millions d'euros par jour ! ou A qui profitent les rachats d'actions » et de mars 2005 : « Que faire de tant d'argent ? »